Consultation n°8085 – Accord-cadre à bons de commande relatif à des travaux de maintien en conditions opérationnelles des infrastructures de tir sur les sites soutenus par l’USID de Lorient

AAPC – Pièce-jointe n°2 – Informations complémentaires à la publicité

ARTICLE 1^{er} : Présentation de la procédure

Cette consultation est un appel à candidature. Cette procédure est une procédure restreinte réalisée en 2 étapes :

- 1 phase candidature
- 1 phase offre

Le dossier de consultation des entreprises n'est pas transmis aux candidats à ce stade de la procédure, il sera transmis lors de la phase offre aux candidats en capacité d'exécuter le marché. Lors de la phase candidature, les candidats ne doivent pas remettre d'offre. A l'issue de l'étape de candidature, seuls les candidats admis à soumissionner seront invités à remettre une offre. Celle-ci devra être déposée sur la PLACE avant la date indiquée dans la lettre de consultation.

ARTICLE 2 : Dématérialisation de la procédure

Cette consultation est dématérialisée. Toutes les candidatures devront IMPERATIVEMENT être déposées sur le portail www.marches-publics.gouv.fr (un certificat numérique (RGS* ou** conditions de sécurité équivalentes) délivré par un organisme agréé est nécessaire pour ce mode de transmission).

Pour les candidats retenus à l'issu de l'appel de candidature, les documents décrits comme composants le dossier de consultation seront disponibles sur le site www.marches-publics.gouv.fr à l'exception de ceux non diffusables via PLACE. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messageries communiquées dans le formulaire DC1, feront foi pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure via le site www.marches-publics.gouv.fr. Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles.

En cas de difficultés sur la Plateforme des Achats de L'Etat (PLACE), un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics.

ARTICLE 3 : Informations relatives à la négociation

Le pouvoir adjudicateur négocie avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales. Cependant, sous réserve d'offres de qualité suffisante, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer sur la base des offres initiales. Dans ce cas, ces dernières seront considérées comme offres finales. En cas de négociation, celle-ci se fera, si nécessaire, en plusieurs étapes.

ARTICLE 4 : Montant maximum de l'accord-cadre

Le montant maximum de l'accord-cadre est de 2 700 000 € HT.

Une fois le montant maximum atteint, l'accord-cadre n'est plus valide et la notification des bons de commande cessera.

ARTICLE 5 : Durée de l'accord-cadre

La durée initiale est de vingt-quatre (24) mois, reconductible cinq (5) fois par tacite reconduction. Chaque reconduction ayant une durée de douze (12) mois. La durée maximale du marché ne pouvant excéder 84 mois.

ARTICLE 6 : Forme juridique

Conformément aux articles R. 2342-12 à 14 et R. 2351-7 du Décret 2018-1075 du 03.12.2018, les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature s'ils se présentent en tant que candidat individuel ou en tant que groupement d'opérateurs économiques. La forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois, si le candidat souhaite se présenter sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la totalité du marché.

Conformément à l'article R. 2342-13 du code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de modifier la composition des groupements et d'en constituer de nouveaux entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales ou, le cas échéant, lorsque les circonstances liées à la complexité des spécifications le justifient, jusqu'au terme de la négociation.

ARTICLE 7 : Critères de sélection des candidatures

Situation propre : Critères relatifs à la situation personnelle d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion), y compris exigences relatives à leur inscription à un registre professionnel ou du commerce.

Renseignement et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : candidature sous forme simplifiée – document Unique de Marché Européen (DUME). En remplacement des formulaires Dc1 et Dc2, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 Janvier 2016 et disponible sur <http://dume.choruspro.gouv.fr>.

Candidature hors Dume : Les candidats fourniront impérativement les formulaires de déclaration suivants ou leurs équivalents : DC1 (lettre de candidature-habilitation du mandataire par ses cotraitants), DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement).

Formulaires téléchargeables à partir du lien www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat

Capacité économique et financière : Critères relatifs à la situation économique et financière d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion).

Renseignement et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles.

Capacité technique et professionnelle : Critères relatifs à la capacité technique et/ou professionnelle d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion).

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet du marché, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Certificats de qualifications professionnelles relatifs au plomb

Le pouvoir adjudicateur dans ce cas précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Le pouvoir adjudicateur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de la garantie de la qualité produite par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés. Le candidat doit préciser s'il s'appuie sur un sous-traitant pour apporter la preuve de sa capacité.

Nota : La fiche d'autocontrôle en pièce jointe n°3 devra être complétée et retournée avec la candidature. Le candidat doit respecter la hiérarchisation des dossiers pour présenter sa candidature.

Nota 2 : Le candidat indiquera s'il a pour projet de recourir à la sous-traitance et précisera, si c'est le cas, les prestations envisagées d'être sous-traitées.